

11/12  
novembre  
2021

Colloque  
en ligne

# Les Révolutions tranquilles au Québec et au Canada

## dans une perspective nationale et internationale

Pour information et inscription:  
colloquerevolutiontranquille  
@gmail.com

SSHRC  CRSH



Centre de recherche interdisciplinaire  
sur la diversité et la démocratie **cridaq**

UQÀM



Société du patrimoine politique  
du Québec

B  
H  
P

YORK  
UNIVERSITY  
UNIVERSITY

Colloque international :  
*Les Révolutions tranquilles au Québec et au Canada dans  
une perspective nationale et internationale*

UQAM, 11 et 12 novembre 2021

**PROGRAMME LONG**

**Index**

<b>Jour 1 (11 novembre 2021)</b> .....	<b>2</b>
Mot d'ouverture (9h00) .....	2
Conférence d'honneur (9h15-10h15).....	2
Séance 1 (10h30-12h00).....	4
Panel 1 : Le Québec vu d'ailleurs et l'ailleurs vu du Québec.....	4
Panel 2 : Contester et défendre l'ordre établi.....	7
Panel 3 : La prise de parole et la politisation de nouveaux enjeux .....	9
Séance 2 (13h30-15h00).....	11
Panel 4 : L'expertise scientifique et ses usages sociopolitiques .....	11
Panel 5 : Penser le changement social et national.....	14
Panel 6 : Les Révolutions tranquilles : regards du Canada anglais.....	16
Table ronde (15h30-16h30).....	18
<b>Jour 2 (12 novembre 2021)</b> .....	<b>19</b>
Conférence d'honneur (9h00-10h00).....	19
Séance 3 (10h15-11h45).....	20
Panel 7 : Enjeux culturels et résonance politique .....	20
Panel 8 : Pouvoirs, savoirs et territoires.....	22
Panel 9 : L'éducation au cœur des projets de Révolution tranquille .....	24
Conférence d'honneur (13h15-14h15).....	26
Séance 4 (14h30-16h00).....	27
Panel 10 : Les enjeux mémoriels de la Révolution tranquille québécoise .....	27
Panel 11 : Transformations de la démocratie .....	29
Mot de clôture (16h00) .....	30

## **Jour 1 (11 novembre 2021)**

### ***Mot d'ouverture (9h00)***

*Jean-Philippe Carlos (Université York) et Stéphane Savard (UQAM)*

### ***Conférence d'honneur (9h15-10h15)***

#### **Simon Langlois (Université Laval), « Les révolutions tranquilles dans le monde : études de cas du programme international *Comparative Charting of Social Change* »**

---

Interprétée comme un phénomène spécifique à la société québécoise, la Révolution tranquille a été qualifiée de sortie de la grande noirceur ou encore d'entrée dans la modernité avancée par la transformation des institutions et par la mutation des genres de vie. La Révolution tranquille est ainsi présentée comme ayant été spécifique au Québec au cours des années 1960-1966 (et même un peu avant, selon Daniel Latouche). Or, il faut dépasser cette approche marquée au sceau du « nationalisme méthodologique » (Ulrich Beck), car de telles révolutions tranquilles ont été observées avec d'étonnantes ressemblances dans d'autres sociétés comparables, mais à des périodes différentes. Donnons des exemples avec lesquels la Révolution tranquille québécoise peut se comparer. La France de la 5<sup>e</sup> République a connu ce que Henri Mendras (1988) a qualifié de Seconde Révolution française. A. Martinelli, A. Chiesi et S. Stefanizzi (1999) ont de leur côté produit une analyse semblable pour l'Italie au sein du groupe CCSC. L'Espagne a vécu sa propre Révolution tranquille après le décès de Franco (1975) (voir S. DelCampo 1994), le Portugal a connu la Révolution des œillets à partir d'avril 1974 et la Grèce s'est modernisée après la dictature des colonels en 1974 (Charalambis et alii 1996). La République fédérale d'Allemagne (RFA) s'est relevée des destructions de la guerre de 1939-1945 et une révolution tranquille s'y est développée par la suite, (Glatzer et alii 1992), doublée d'une autre révolution lorsqu'elle a absorbé la République démocratique d'Allemagne (RDA) après 1989. La chute de l'empire soviétique a été le point de départ de plusieurs autres Révolutions tranquilles dans les nombreux pays d'Europe de l'Est (voir Genov 1999 sur la Bulgarie), de même qu'en Russie (Boutenko et Razlogov 1995). Quelques décennies avant les sociétés mentionnées plus haut, les États-Unis avaient ouvert la voie à une telle Révolution des institutions et des modes de vie (Caplow 1991, 1994, 2000). La société québécoise est donc un cas de figure parmi d'autres de l'entrée tranquille de plusieurs sociétés dans la modernité avancée. Les diverses révolutions tranquilles qui viennent d'être évoquées ont été étudiées au sein du programme international de recherche *Comparative Charting of Social Change* (groupe CCSC) réunissant 12 équipes qui ont précisément étudié et analysé ces diverses révolutions tranquilles et l'entrée dans la modernité avancée de leurs pays. Les travaux de ces équipes — la majorité publiés dans la même collection par la maison McGill-Queen's University Press, sous la direction de Simon Langlois — constituent une source documentaire privilégiée pour la comparaison des traits caractérisant ces diverses révolutions tranquilles. L'originalité des ouvrages du Groupe CCSC est d'avoir réuni des indicateurs comparables sous la forme de tendances sociales. Fait à souligner, le Québec est traité comme une société globale au sein de ce programme de recherche — alors qu'un autre ouvrage porte sur le Canada dans son ensemble (Lance Roberts et alii (2005) — ce qui rend possible une analyse comparée de la Révolution tranquille québécoise avec les autres révolutions du même type, permettant de dépasser le nationalisme méthodologique critiqué par Beck. L'analyse de la société québécoise portant sur la période des années 1960 à 1990 a été réalisée au sein de l'Institut québécois de recherche sur la culture (Langlois et alii 1991 et 1992). Le programme comparé de recherche du groupe CCSC a mis en évidence plusieurs grands constats.

- 1) Tout d'abord, un grand nombre de tendances sociales — qui ont émergé à différents moments dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle — ont été communes aux diverses sociétés : baisse de la fécondité, urbanisation accélérée, scolarisation de la population jeune, marchandisation de la vie quotidienne, émergence de la grande distribution, vieillissement de la population, marche des femmes vers l'autonomie, immigration diversifiée, baisse de la pratique religieuse, régression de la violence, mais plus grande sensibilité aux formes de violence qui persistent, hausse des budgets de l'État, etc. Ces tendances ont été plus ou moins rapides, plus ou moins prononcées, mais toutes
-

---

---

pointent dans la même direction au sein des diverses sociétés développées comparables. Sur tous ces aspects, la société québécoise n'a pas fait exception.

- 2) Les grandes tendances sociales communes ont par ailleurs pris place sur fond de singularité nationale. La spécificité des politiques (au sens de Jean Baechler, terme moins chargé de connotations diverses que les concepts de nation ou de société) apparaît cependant clairement, notamment à cause de la spécificité des institutions, de l'histoire et de la culture. Ainsi, le système scolaire se démocratise partout — ouverture aux femmes, hausse du nombre des diplômés, diversification des programmes de formation, forte multiplication du nombre des universités et collèges, régionalisation des institutions postsecondaires — mais les formes institutionnelles nationales persistent (Grandes écoles en France, hiérarchie entre les universités américaines (Ivy league, etc.), accent sur la formation professionnelle en Allemagne, etc.). Les tendances communes n'effacent pas les différences nationales.
- 3) Des processus sociaux communs apparaissent. Par exemple, l'individualisation s'impose, notamment dans le cas des femmes et des enfants, au point où certains parlent de l'émergence de la « société des individus ». Le commun régresse au profit des particularismes et des identités.
- 4) Mais ces processus sociaux prennent ici ou là des sens différents. C'est le cas pour la laïcité et pour la place des religions dans l'espace public, ou encore pour l'individualisation, par exemple. En France, les individus valorisent la redistribution (jugée nécessaire à la pleine réalisation du potentiel des individus) et une majorité accorde un large rôle à l'intervention étatique (voir les enquêtes du CREDOC). À l'opposé, les individus se montrent assez réticents à une telle intervention aux États-Unis où la liberté (d'entreprendre, de posséder une arme, etc.) — inscrite dans la Constitution au même titre que la recherche du bonheur (pursuit of happiness) — est jugée nécessaire à l'accomplissement individuel.

En comparant ainsi la Révolution tranquille québécoise avec les révolutions tranquilles survenues ailleurs, il sera possible de faire ressortir qu'elle n'a pas été unique, de dégager ce qu'elle partage avec d'autres sociétés entrées dans la modernité avancée et de voir ce qui la caractérise en propre.

---

## **Séance 1 (10h30-12h00)**

### ***Panel 1 : Le Québec vu d'ailleurs et l'ailleurs vu du Québec***

*Présidence : Gérard Bouchard (Université du Québec à Chicoutimi)*

#### **Jeremy Elmerich (UQAM), « Scotticité et modernité : tenants et aboutissant d'une autre révolution tranquille »**

---

En Écosse comme ailleurs, la période qui s'étend de la fin de la Seconde Guerre mondiale au début des années 1980 est forte de changements profonds s'éprenant des sphères sociale, économique, culturelle et politique. En effet, d'une société qui se représente d'abord comme rurale et comme une arrière-garde de la britannicité sous le patronage de l'école naturaliste du Kailyard, l'Écosse a entériné une fois pour toute son basculement dans la modernité à travers une révolution culturelle (la « Renaissance écossaise ») amorcée dès le début du siècle sous les plumes de Christopher Murray Grieve et de son compère Lewis Spence, ainsi que sous la notable influence du Glaswégien Charles Rennie Mackintosh<sup>1</sup>. La guerre faisant rage en Europe, les traductions de l'influence de ce courant symboliste devaient être mises sous l'éteignoir pour quelque temps ; ainsi également des défis posés par la situation économique précaire de l'Écosse et de ses aspirations à l'autonomie. En effet, en dépit des efforts déployés dès le début du siècle par la Scottish Home Rule Association dont les échecs ont progressivement conduit à la fondation du Scottish National Party en 1934<sup>2</sup>, il faut attendre 1967 et la victoire de Winifred Ewing lors d'une élection partielle pour que s'amorce l'envol d'un authentique nationalisme politique<sup>3</sup>. La découverte de gisements pétrolifères dans les eaux territoriales écossaises et le traitement de l'Écosse par Margaret Thatcher devaient donner un second souffle à ces aspirations émancipatrices<sup>4</sup>. Faisant fond de l'arrière-plan thématique de la Révolution tranquille québécoise, cette communication visera à établir un portrait comparatif des changements profonds qui balayent la société écossaise durant une période s'étalant de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 1980. Parce que le nationalisme est une idéologie consistant en une politisation de la culture, les bouleversements qui s'observent dans cette société et le réveil identitaire qui se dessine dans la périphérie celtique du Royaume-Uni permettent de scruter l'évolution de sa version écossaise et d'identifier les singularités propres à cette société et à son histoire particulière, et celles qui s'inscrivent dans la vaste somme des bouleversements imputables à « la vague nationale des années 1960 »<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet : BERTON, Jean, « La littérature populaire du Kailyard, substrat nécessaire à la Renaissance écossaise », Cahiers Victoriens et Édouardiens, n°71, 2010, p. 367-387.

<sup>2</sup> FINLAY Richard J., *Independant and Free: Scottish Politics and the Origins of the Scottish National Party. 1918-1945*, Édimbourg, John Donald Publishers, 1994, 259 p.

<sup>3</sup> Voir : HASSAN Gerry (dir.), *The Modern SNP: From Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009, 240 p.

<sup>4</sup> Voir notamment : CAMP-PIÉTRAIN Edwige, « L'image dans la communication politique du Scottish National Party », dans DICKASON Renée & Karine RIVIÈRE DE FRANCO (dir.), *Image et communication politique : la Grande-Bretagne depuis 1980*, 2007, Paris, L'Harmattan, p. 135-148 ; LEYDIER Gilles, « Les années Thatcher en Écosse. L'union remise en question », *Revue française de science politique*, Vol. 44, n°6, p. 1034-1053.

<sup>5</sup> Voir notamment la parution récente de KERNALÉGENN Tudi, BELLIVEAU Joel & Jean-Olivier ROY (dir.), *Lavague nationale des années 1968. Une comparaison internationale*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2020, 352 p.

### **Étienne Lapointe (UQAM), « L'Entraide missionnaire : constitution d'un lieu de prise de parole pour les églises et les militants chrétiens du "Tiers monde", 1965-1975 »**

---

Au cours de la décennie 1960, les missions catholiques canadiennes-françaises procèdent à une redéfinition de leur action sous l'impulsion des mouvements de décolonisation et anti-impérialistes et s'inscrivant tout autant dans le cadre des réformes de la Révolution tranquille et celle de Vatican II. Ainsi, on passe de missions civilisatrices à des missions d'entraide humanitaire et de coopération (Foisy 2017 ; Desautels 2019). L'Entraide missionnaire (EMI), organisation indépendante mise sur pied par des instituts missionnaires canadiens-français, s'est retrouvée au coeur d'un réseau international d'échanges, notamment intellectuel, qui a pleinement participé à ce changement de paradigme de l'action missionnaire notamment par ses activités de formation et d'information ainsi que par l'organisation de congrès annuels. La présente communication vise à démontrer, à partir des archives de l'EMI, comment ses congrès deviennent des lieux de prise de parole essentiels non seulement pour la redéfinition de l'action missionnaire catholique canadienne-française, mais aussi pour l'établissement d'un véritable dialogue entre ces missionnaires et les églises et populations du Sud. En effet, dès la fin des années 1960, il deviendra fréquent de voir des conférenciers (membres du clergé, théologiens, universitaires) provenant de ce qu'on appelle alors le "Tiers monde" être invités aux congrès annuels de l'EMI. Rompant avec l'attitude de supériorité occidentale de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, ceux-ci sont le théâtre de discussions et d'échanges contribuant à redéfinir les représentations de Soi et de l'Autre ainsi que les rapports internationaux durant cette période cruciale sur les plans socio-politique, culturel et économique, mais aussi théologique.

---

### **Yuxi Liu (Université ShanghaiTech), « L'évolution de l'image de la Chine au Québec dans les années 1960 »**

---

La mutation des individus et des groupes québécois intéressés à la Chine s'opère timidement dans les années 1960, passant de la communauté missionnaire à un groupe plus large et laïque. On assiste à une réelle ouverture des intérêts et des opinions à propos de ce pays qui représente à la fois une civilisation millénaire et un régime communiste situé de l'autre côté du Rideau de fer. La transition d'une sinologie catholique à une sinologie laïque relève du processus de sécularisation de la société québécoise. Nous proposons ici une analyse pour repérer les individus et les groupes s'intéressant à la Chine dans les années 1960, ainsi que les démarches qu'ils mettent en œuvre pour faire connaître la Chine au Québec. Dans le contexte de la Révolution tranquille, pourquoi s'intéresse-t-on à la Chine ? Dans quelles mesures ces esprits innovateurs influenceront-ils la politique québécoise des années 1970 ?

Notre analyse sera présentée en trois parties. D'abord, nous étudierons les universitaires qui jouent un rôle essentiel dans le développement d'un nouveau discours sur la Chine, notamment les professeurs en histoire et science politique à l'Université McGill, ainsi que leurs collègues de la Faculté de médecine. Aux côtés des universitaires, se développent des sensibilités sinophiles plus politiques nourries par le contexte contestataire complexe des années 1960 au Québec. Nous aborderons dans la deuxième partie comment la Chine a attiré l'attention de militants indépendantistes québécois, pour qui la révolution d'indépendance nationale chinoise constitue l'élément le plus inspirant. Pour les démocrates socialistes, souvent indépendantistes, la révolution chinoise invite à penser l'indépendance politique et l'émancipation sociale comme les éléments d'un même mouvement, et donc à réfléchir à un socialisme démocratique adapté à la société québécoise. Enfin, nous analyserons comment ces deux sensibilités vis-à-vis de la Chine reflètent l'évolution de la société québécoise durant les années 1960.

L'étude de l'évolution des rapports de la société québécoise avec l'Autre d'Asie offre une perspective novatrice sur les changements sociaux et culturels provoqués par la Révolution tranquille.

---

**Sarah Miles (University of North Carolina), « Transnational Imaginaries of Agricultural Reform in Quebec’s Quiet Revolution »**

---

In 1967, Quebecois sociologist Lise Rochon traveled to Cuba to analyze post-revolutionary farming for *Parti Pris*. Like other leftists in these years, Rochon examined how Castro’s revolution impacted the island’s agriculture. Her article concluded that “à la lumière de l’exemple cubain, la mauvaise volonté du gouvernement québécois” became clear.<sup>1</sup> In the 1960s, Marxist theorists put themselves to the question of agrarian reform as an urgent facet of revolutionary change; left nationalists in Quebec were no exception.

Studies of Quebec’s Quiet Revolution privilege the flashy: the FLQ’s bombs, protests in the streets of Montreal, fiery nationalist speeches. Yet at the same time, leftist intellectuals and local activists in rural areas engaged in serious discussions about agriculture, noting how colonization impacted Quebec’s rural residents and how foreign revolutions unfolding in Algeria or Cuba could serve as examples. Radicals in this era drew inspiration from transnational debates about agricultural reform, adapting foreign ideas to their own context. I argue that debates about agriculture were central to the revolutionary political culture of Quebec’s Quiet Revolution. Given growing concerns about rural poverty and the economic viability of independence, making agriculture sufficient and equitable was vital for revolutionary separatists. My article will highlight how Third Worldist intellectual networks—from the shores of the Saint Lawrence to the lowlands of Cuba to the fields of France—shaped these conversations, transforming how the Quiet Revolution unfolded beyond the streets of Montreal.

---

---

<sup>1</sup> Lise Rochon, “La réforme agraire à Cuba,” *Parti Pris* vol. 4, no. 5-6 (January-February 1967), 70.

## ***Panel 2 : Contester et défendre l'ordre établi***

*Présidence : Joseph-Yvon Thériault (UQAM)*

### **Julien Massicotte (Université de Moncton), « La crise de l'autorité en Acadie du Nouveau-Brunswick durant les années 1960 »**

---

Comme le Québec et plusieurs régions du monde, l'Acadie du Nouveau-Brunswick fut secouée durant les années 1960 par une vague de changements et de transformations significatifs qui laissèrent des traces pour les décennies à venir. L'une de ces transformations permanentes fut le rapport que l'on entretient en Acadie avec les institutions de pouvoir acadiennes et néo-brunswickoises. La modernisation des institutions de la province fut marquée par la mise en application de quelques rapports clés produits au début des « années Robichaud » (rapports Deutsch et Byrne), menant notamment aux réformes municipales et à la création de l'Université de Moncton. Les contestations qui se cristallisent autour de quelques événements clés — le ralliement de la jeunesse acadienne de 1966, organisé par la SNA, les récriminations étudiantes culminant à la fermeture du département de sociologie de l'Université de Moncton en 1969, les démarches pour la promotion du bilinguisme, etc. — ont le dénominateur commun suivant : la remise en question fondamentale de la légitimité d'une panoplie d'institutions essentielles à la vie collective acadienne : l'État, la mairie, l'école, l'Université, l'Église, entre autres. La remise en question des piliers de l'Acadie pré-1960 devient alors le prérequis de l'actualisation de la réflexion sur l'acadianité au Nouveau-Brunswick. L'objectif sera ici d'explorer les manifestations de cette remise en question, les représentations sous-jacentes à cette remise en question, ainsi que les justifications, par les élites acadiennes, de la nécessité du maintien de l'autorité.

---

### **Peter Graefe (Université McMaster), « La RT et le capitalisme : retour sur les analyses scientifiques de l'impérialisme au Québec »**

---

La Révolution tranquille fut un moment important dans la consolidation du capital au Québec, et avec l'aide de l'intervention étatique on voit l'émergence d'une nouvelle classe d'affaires qui sera nommée Québec Inc. dans les années 1980. La Révolution tranquille a aussi été la berceuse d'un renouveau de la critique sociale, fortement empreinte par la pensée tier-mondialiste et anti-impérialiste. Ces deux tendances se sont croisées vers la fin de la longue Révolution tranquille avec des tentatives des chercheurs universitaires à placer l'émergence de cette classe d'affaires dans les schémas de l'analyse impérialiste de l'époque. Cette sociologie du capitalisme québécois a battu son plein dans la deuxième moitié des années 1970 avant de disparaître peu après le référendum de 1980. Ce texte représente une première tentative d'évaluation de cette sociologie. Il commence par un bref survol des plus importantes thèses académiques sur l'impérialisme au Québec (laissant de côté les thèses maoïstes des trois mondes qui ont été débattus dans les milieux marxistes-léninistes de l'époque), pour ensuite souligner deux faiblesses. Premièrement, ces thèses ont exagéré le conflit entre le capital québécois, le capital canadien et le capital américain et ont donc failli à saisir l'alignement de ces fractions autour d'un projet politique commun. Deuxièmement, ces analyses n'ont pas pu surmonter un certain nationalisme méthodologique, qui attribue trop de signification économique à la nationalité du capital. Une reconceptualisation de la relation État-nation/accumulation soulève deux nouvelles pistes de réflexion. La première implique une analyse du processus de la sortie néolibérale de la Révolution tranquille dans les années 1980 qui va au-delà de l'analyse de conflit entre différents capitaux pour aussi comprendre la fabrication d'un consensus des acteurs sociaux derrière ce modèle. La deuxième cherche à utiliser une conception moins empreinte du nationalisme méthodologique qui questionne comment l'État gère la tension entre l'accumulation à l'échelle mondiale et la territorialisation de la production dans des espaces nationaux.

---



**Marie-Andrée Bergeron (University of Calgary), « Les trois temps de la Révolution : la pensée politique d'Andrée Ferretti dans Parti Pris (1963-1968) »**

---

Parmi les penseuses de la Révolution tranquille, Andrée Ferretti est une figure importante bien que méconnue. Militante, intellectuelle, femme politique et penseuse de premier plan de l'indépendance du Québec, elle est l'une de celles et ceux qui animeront la portion radicale du RIN et prôneront l'agitation sociale. Dans la décennie 1960, elle a aussi contribué pleinement au nouveau discours culturel et au projet révolutionnaire mis de l'avant par ses collègues de la revue Parti Pris (Bergeron, 2017).

Les textes partipristes de Ferretti constituent des démonstrations prosaïques, articulant explicitement la violence révolutionnaire comme moyen d'action potentiel. Ils présentent en outre la prise de conscience collective préalable comme corollaire à une entreprise agitatrice fondée sur la stimulation des affects (Ferretti, 1965). Justement, autour des chiffres, statistiques et données empiriques fournis par Ferretti s'articule une argumentation par le pathos où se télescopent la nostalgie d'un passé révolutionnaire plus affirmé, la libération future et le présent comme temps de l'action.

Dans cette communication, je m'intéresserai à la pensée politique d'Andrée Ferretti dans ses textes publiés dans Parti pris que j'examinerai sous la loupe de l'analyse du discours et de la rhétorique. Je poursuivrai ainsi une réflexion amorcée en 2013 portant sur la participation des femmes dans la revue Parti pris (Bergeron et Caumartin, 2017).

---

### ***Panel 3 : La prise de parole et la politisation de nouveaux enjeux***

*Présidence : Jocelyn Saint-Pierre (SOPPOQ)*

#### **Jeffrey Kastner (McGill), « Notre-Dame-de-Grâce : On the Periphery of the Quiet Revolution »**

---

During the 1960s, Notre-Dame-de-Grâce (NDG), a west-end Montréal neighbourhood, went through its own quiet revolution. This presentation represents a new object of study on the axis of the Quiet Revolution in Québec. It will touch on several themes, including youth movements, counterculture, and, in a sense, regional experiences.

I plan to develop five primary sections during the presentation. First, I examine the change in the urban fabric. As part of the modernization of Montréal, almost three hundred buildings were expropriated in the well-established eastern portion of the neighbourhood for the construction of the Décarie Expressway. The second section will consider the destabilizing effects of literal explosions surrounding the area, with the FLQ bombings within walking distance in Westmount and a notorious gas explosion in central NDG, which was alleged to be a homicide carried out by a former member of the French Resistance. The third section will present demographic changes, considering a declining population, an increase in age, and increased cultural diversity. The fourth section will investigate youth culture and counterculture. To illustrate that all was not quiet in NDG, “Lindberg”, the Québécois psychedelic rock anthem, was written late one January night in a commune on Melrose Avenue. The final section will look at the creation and operation of Head and Hands, a street clinic, which was developed to compensate for lack of health and counselling services for young people. In this presentation, I intend to answer how significantly transformed NDG was after its own quiet revolution.

---

#### **Emmanuel Bernier (Université Laval), « Une révolution dans les valeurs ? Le changement social vu par les lecteurs du Soleil (1960-1968) »**

---

L’histoire intellectuelle du Québec s’est surtout concentrée sur les idées des élites cultivées. En ce qui concerne la Révolution tranquille, des chercheurs comme Fernand Dumont, Michael Gauvreau, Xavier Gélinas, Jean-Philippe Warren, Jonathan Livernois, Sean Mills et Yvan Lamonde ont déjà réalisé des travaux sur les valeurs défendues par les professionnels des idées de tout le spectre idéologique. L’histoire intellectuelle « par le bas » de cette période reste toutefois largement à faire. Sans nier le potentiel mobilisateur des productions idéologiques de l’intelligentsia québécoise, il convient de se pencher sur ce que le citoyen « moyen » pense des changements sociaux qui émergent durant les années 1960 au Québec. Même s’il reste réservé à une catégorie de citoyens plutôt scolarisée et politisée, le courrier des lecteurs, dont la pratique se généralise dans les quotidiens québécois durant les années 1960, constitue un témoignage non négligeable pour mieux comprendre les valeurs des Québécois n’évoluant pas dans les sphères intellectuelles considérées comme les plus légitimes. Une analyse des textes de lecteurs publiés par Le Soleil entre 1960 et 1968 nous permettra de mieux cerner les changements dans les valeurs des citoyens de la capitale québécoise, notamment en lien avec les réformes au sein de l’État québécois, le nationalisme et la sécularisation de l’espace social.

---

**Paul-Étienne Rainville (University of Toronto), « L'ONU, les "droits de l'homme" et la RT au Québec »**

---

En février 1963, une délégation de trente-neuf organisations se présente devant l'Assemblée législative du Québec pour réclamer l'adoption de lois antidiscrimination et d'une charte des droits inspirées de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Formée de syndicalistes, d'étudiants, de féministes, de clercs, d'éducateurs et de représentants des communautés noire, juive et italienne, cette délégation est décrite à l'époque comme la plus large et la plus représentative de l'histoire récente du Québec. À travers l'analyse comparée des trajectoires des militants impliqués dans la mise sur pied de cette délégation tout à fait singulière, ma communication montre que le discours des « droits de l'homme » s'est érigé comme un important instrument de légitimation et de mobilisation pour ces acteurs issus de différents secteurs de la société civile québécoise, au cours des années 1940 à 1960. Actifs dans des réseaux trans/internationaux et impliqués dans les débats mondiaux qui ont cours à l'Organisation des Nations Unies et dans des ONGs internationales actives en son sein, ces acteurs ont milité pour la mise sur pied au Québec d'un vaste chantier de réformes, jusqu'ici peu abordé par l'historiographie sur la Révolution tranquille : celui de l'adaptation de la législation québécoise aux normes du droit international des droits de l'homme. Dans cette présentation, je me penche en particulier sur les débats entourant l'adoption d'une charte des droits provinciale et à ceux qui ont mené à l'adoption des deux premières lois interdisant les discriminations raciale et religieuse au Québec, dans les domaines de l'hôtellerie (1963) et de l'emploi (1964).

---

## **Séance 2 (13h30-15h00)**

### ***Panel 4 : L'expertise scientifique et ses usages sociopolitiques***

*Présidence : Éric Bédard (TELUQ)*

#### **Jean-Philippe Carlos (Université York), « Les experts économiques au service de l'État québécois (1960-1966) »**

---

Dans un esprit de nationalisme économique et rompant avec une certaine forme de capitalisme libéral et de politiques de laisser-faire hérités des gouvernements Taschereau (1920-1936) et Duplessis (1936-1939 ; 1944-1959), le gouvernement libéral de Jean Lesage (1960-1966) met en branle un vaste projet de transformation de l'écosystème économique qui institue les fondements de l'État-providence québécois moderne. En l'espace de quelques années, celui-ci institue notamment de nouvelles sociétés d'État, des organismes de développement économique, de nouveaux ministères et met également sur pied de nombreux programmes sociaux destinés à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens du Québec.

Si nous connaissons bien les réalisations économiques du gouvernement Lesage durant ses deux mandats au pouvoir, nous en savons assez peu sur les acteurs de l'ombre qui ont orchestré leur mise sur pied. Or, entre 1960 et 1966, un petit groupe d'une douzaine d'experts économiques est chargé de mettre en œuvre les grandes politiques économiques de la Révolution tranquille<sup>1</sup>. Représentants de la nouvelle élite technocratique francophone — aussi qualifié de *brain trust* nationaliste —, ces experts sont présents virtuellement partout, font partie de tous les comités et de tous les organismes décisionnels importants et auront une influence décisive dans les orientations économiques de la Révolution tranquille. Souvent embauchés à titre de simples conseillers, ils en viendront pourtant à instituer une nouvelle culture politique au sein de l'appareil d'État québécois, marquée par une importance croissante accordée à la science économique et à l'expertise scientifique.

Notre communication vise donc à présenter les premiers résultats de recherche liés à l'étude du réseau des experts économiques qui œuvrent au sein de l'État québécois entre 1960 et 1966. À partir d'une approche prosopographique et en mettant à profit un corpus de sources primaires (correspondance, articles de journaux et de revues, archives institutionnelles (procès-verbaux, rapports officiels, notes de recherches)) et secondaires (biographies officielles, entrevues), nous tenterons de répondre aux questions suivantes : Qui sont les protagonistes qui composent ce groupe ? Quels sont leurs mécanismes de réseautage ? Comment ces individus se perçoivent-ils en tant qu'experts, détenteurs d'un savoir scientifique moderne (science économique) ? Quelles sont les idées économiques qui guident leurs réflexions ? Quelles sont les stratégies d'influence qu'ils ont utilisées afin de les faire appliquer par les autorités politiques ? Ce sont là les questionnements qui seront au cœur de notre communication.

---

<sup>1</sup> Ce groupe est formé, entre autres, de Jacques Parizeau, Claude Morin, André Marier, Roland Parenteau, Jean Deschamp, Arthur Tremblay, Marcel Bélanger, Roch Bolduc, René Tremblay, Bernard Landry et Michel Bélanger.

### **Alexandre Klein (Université d'Ottawa), « Les enjeux sociopolitiques des réformes de santé mentale au Québec entre 1961 et 1964 »**

---

Entre 1961 et 1964, le domaine de la santé mentale a connu d'importants bouleversements au Québec au point que certains de ses acteurs ont pu parler d'une véritable « Révolution tranquille au chapitre de la psychiatrie ». L'expression est intéressante, car au-delà de signaler une rapide « modernisation » de ce domaine résultant d'un engagement important, notamment financier, du gouvernement provincial de Jean Lesage, elle attire notre attention sur la contribution même de ces transformations aux modifications socioculturelles que connaissait alors le Québec et que l'on résume habituellement sous le vocable de Révolution tranquille. Quand on sait, de plus, que l'un des principaux moteurs de ces réformes n'était autre que le psychiatre et futur politicien Camille Laurin, on est tenté d'interroger l'existence d'un possible ensemencement conjoint de la Révolution tranquille et de son pendant psychiatrique. C'est ce que nous nous proposons d'étudier dans cette communication qui reviendra sur l'histoire de la commission Bédard (1961-1962), puis de la commission Régnier (1962-1964), afin de mettre en lumière tant leurs apports décisifs à la transformation de la psychiatrie québécoise que leurs rôles dans l'ingénierie générale de la Révolution tranquille alors en cours. Nous nous attarderons notamment sur les enjeux linguistiques (défense du fait français) et féministes (mise à l'écart des soignantes) à l'œuvre dans cette « modernisation » de la psychiatrie et de la société québécoises.

---

### **Harold Bérubé (Université de Sherbrooke), « Le monde municipal québécois et le rêve d'un État-providence local »**

---

Dans les jours qui suivent la victoire électorale du Parti libéral de Jean Lesage en 1960, les administrateurs de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) s'empressent de transmettre au nouveau premier ministre une copie des onze volumes du mémoire qu'avait déposé l'association lors des travaux de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels au début des années 1950. L'UMQ a bon espoir que ce mémoire pourra (enfin) servir de base à une modernisation et à une réforme en profondeur du rôle du gouvernement local au Québec. Au contraire, la question municipale sera un des principaux angles morts de la Révolution tranquille qui se met alors en branle. Dans cette communication, je propose d'explorer les raisons qui amènent les administrateurs de l'UMQ à préparer, avec l'aide d'une équipe de chercheurs en sciences sociales et à partir de données colligées à la grandeur de l'Amérique du Nord, ce volumineux document qui pose théoriquement les bases, dès le début des années 1950, de la construction d'un État-providence québécois qui aurait été géré en bonne partie par les gouvernements locaux. J'analyserai les propositions mises de l'avant par les auteurs du mémoire pour explorer cette voie qui n'a pas été empruntée par la société québécoise, mais surtout mettre en relief les ambitions alors très grandes d'un monde municipal qui cherche du côté d'une administration publique scientifique et des technologies de gouvernement une manière de sortir de l'impasse où l'ont plongé la crise économique des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale.

---

## **Caroline Durand (Trent University), « Manger à Pointe-Saint-Charles durant la RT : les activités du groupe Action-alimentation dans les années 1970 et 1980 »**

---

Lieu durement frappé par la désindustrialisation et parfois qualifié de désert alimentaire, le quartier Pointe-Saint-Charles, situé dans le sud-ouest de Montréal, est aussi un point de recherche, de réflexion et de mobilisation au sujet de la pauvreté, de la diète et de la santé. Entre 1970 et 2000, des femmes du quartier, pour la plupart des ménagères, se sont réunies dans un groupe baptisé Action-Alimentation, créé par le Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles. Dans notre présentation, nous nous pencherons sur les premières années d'existence de ce groupe. À l'aide de documents d'archives, nous analyserons ses principales publications, comme des livres de recettes, des sondages, des rapports de recherche et des communiqués de presse. Ces documents témoignent des habitudes alimentaires des participantes du groupe, des efforts qu'elles effectuent pour manger sainement et aussi, de leur esprit critique à l'égard de certaines interventions étatiques, de l'industrie agroalimentaire et du commerce au détail. Conduites avec le soutien de la nutritionniste Jocelyne Leduc-Gauvin, les activités du groupe Action-alimentation représentent également une expérience de nutrition communautaire qui deviendra un exemple ailleurs au Québec et au Canada.

Nos travaux s'inscrivent dans plusieurs thématiques proposées pour le colloque. D'abord, ils constituent une réflexion sur l'impact de la Révolution tranquille québécoise sur les femmes d'un milieu où la pauvreté persiste et même, s'accroît. Notre recherche nous permet aussi d'observer la manière dont les participantes se servent de l'expertise scientifique en nutrition. Certes, ces femmes ont intériorisé plusieurs normes concernant leur rôle de mère et de ménagère et la définition d'un régime sain. Néanmoins, elles démontrent leur capacité à utiliser ces attentes sociales pour critiquer certaines politiques de l'État et pour s'interroger sur différentes pratiques de l'industrie et du commerce agroalimentaire. Par leurs méthodes de recherche et de communication, elles tentent de reconfigurer les relations qui existent entre les détenteurs d'expertise scientifique et la population.

Nous estimons que les activités et les réflexions de ce groupe de femmes ouvrent une fenêtre unique sur le quotidien d'une population urbaine défavorisée, sur leurs habitudes alimentaires, sur leur identité et sur leur militantisme. En soulignant les différences de classe et de genre qui continuent de se manifester à table, nous souhaitons nuancer l'impression d'uniformité et de profondeur des changements sociaux survenus au cours de la Révolution tranquille.

---

## ***Panel 5 : Penser le changement social et national***

*Présidence : Geneviève Nootens (Université du Québec à Chicoutimi)*

### **Félix Mathieu (University of Winnipeg), « La RT et la nation québécoise : un parcours (a)typique selon la théorie ethnosymboliste ? »**

---

Les nations et les nationalismes sont des phénomènes centraux de la modernité politique. Il n'est donc pas surprenant que plusieurs chercheurs aient tenté d'expliquer leur avènement et développement subséquent. Trois principales approches théoriques se font concurrence : le primordialisme, le modernisme et l'ethnosymbolisme. Règle générale, dans le déploiement de leurs cadres explicatifs, ces théories ont toutefois négligé de tenir compte de l'expression propre des nations minoritaires, celles qui ne détiennent pas un État souverain dans lequel elles constituent une majorité démographique.

Il reste que la troisième approche, celle qu'a principalement théorisée Anthony D. Smith, nous apparaît comme la plus englobante de toutes. En bref, l'ethnosymbolisme a contribué à nuancer certaines assertions fortes du modernisme en mobilisant un cadre analytique qui tient compte davantage d'éléments subjectifs et culturels dans le but de comprendre les diverses manifestations du nationalisme. En outre, l'approche de Smith met l'accent sur le passif historique et symbolique pré-moderne des identités nationales et identifie un ensemble de facteurs qui concourent normalement à la politisation de celles-ci, à un moment donné de la trajectoire sociopolitique moderne des sociétés.

Nous proposons de contribuer à la littérature en répondant au questionnement suivant : la Révolution tranquille, au Québec, agit-elle sur la politisation du sujet québécois en conformité avec les attentes théoriques prévues par l'ethnosymbolisme ? Pour y répondre, nous mobiliserons essentiellement des sources secondaires (littérature scientifique) et quelques sources primaires (Commissions d'enquête et documents publics officiels).

---

### **Frédéric Parent (UQAM), « La RT ou comment la sociologie explique le changement social »**

---

La présente communication entend réfléchir à la manière d'étudier sociologiquement un phénomène social historique. La Révolution tranquille nous servira de cadre pour réfléchir à la complexité du changement social (politique, économique et culturel). Dans une première partie, nous reviendrons sur les fondements et les limites de quelques thèses sociologiques présentées entre les années 1960 et 1970 à propos de la Révolution tranquille, et plus généralement de la transition d'une forme sociale à une autre (folk société, modernisation, « écart culturel », etc.). Il ne s'agira pas de faire un retour exhaustif, mais de saisir l'architecture de ces travaux nous aidant à réfléchir au développement d'une sociologie du temps passé. Dans la deuxième partie, nous chercherons à inscrire ces réflexions théoriques dans des études sociographiques (monographiques ou ethnographiques), depuis les travaux de l'École de Laval et des mutations du Québec contemporain, jusqu'à aujourd'hui. Il s'agira de proposer des voies de transition d'une sociologie du temps passé à une sociologie du temps qui passe dans l'explicitation de la localisation sociale des points de vue. Pourquoi réinterpréter aujourd'hui la Révolution tranquille ? Quels sont les fondements sociaux de cette réinterrogation ?

---

**Yvan Lamonde (Université McGill), « Corriger l'angle mort de l'historiographie de la RT par une connaissance à jour de la décennie 1950 »**

---

D'où sont sorties la difficile victoire libérale du 22 juin 1960, l'acceptabilité de l'intervention de l'État dans les domaines de la santé et de l'éducation, telle nationalisation ? De courtes explications donnent à penser que la mécanique des institutions gouvernementales s'injecte son propre lubrifiant pour transformer celles-ci et amorcer des changements.

L'historiographie de la Révolution tranquille s'est construite sur un angle mort, celui de l'historiographie et de l'histoire des années 1950. Il faut d'abord reconnaître cette carence significative. S'ajoute à cette histoire carencée une mémoire collective qui, sans surprise, a façonné le passé selon ses nouveaux besoins et a mythifié dates, personnages et événements.

Sans négliger de prendre la mesure des redressements du Parti libéral du Québec et des apports de Paul-Émile Lapalme, la communication proposée répondra, dans une approche d'histoire intellectuelle, à la question directrice suivante : quelles sont les avancées qui avaient été faites avant 1960 ? Ou cette autre formulation : quelles sont les conditions de possibilité des changements qui seraient advenus dans cette seule décennie ?

La communication vise à corriger l'angle mort de la connaissance historique des années 1950 et à épinglez la constellation des idées qui éclairent et expliquent le changement habituellement décrit dans la paradoxale sinon contradictoire formule de « Révolution tranquille ».

---



## ***Panel 6 : Les Révolutions tranquilles : regards du Canada anglais***

*Présidence : Magda Fahrni (UQAM)*

### **Matthew Hayday (Guelph University), « Solidifying the "Other Quiet Revolution": English-Canadian Identity Politics in the 1970s and 1980s »**

---

In his 2006 book, *The Other Quiet Revolution: National Identities in English Canada, 1945-71*, historian José Igartua argued that there was a second Quiet Revolution underway in the post-war decades, unfolding in English-speaking Canada. He argued that a new identity emerged, rooted in a rights-based concept of citizenship, woven around new symbols, and increasingly rooted in bilingualism and multiculturalism. Bryan Palmer notes a similar dissolving of older forms of British-Canadian nationalism in the 1960s, but contends that the new models of identity in English-speaking Canada had yet to firmly gel by the end of the decade.

My contribution picks up these threads where Igartua and Palmer leave off, focusing on how some of these new models of Canadian identity politics were adopted and further fashioned in various ways over the next 15 years or so. One key dimension was the effort to inculcate the next generation of English-speaking Canadians with these values, both through their formal education (including an emphasis on bilingualism), and through child-centric media. We must also look to the sphere of traditional politics. While the Liberal Party of Canada is often credited with these identity transformations, it is arguable that much credit in popularizing them must also go to the leadership of the Progressive Conservative Party. Red Tory leaders at both federal and provincial levels, including Robert Stanfield, Joe Clark, and Brian Mulroney, accepted and embraced many aspects of these new identity politics, and urged their followers to do so as well. What could have been a deeply divisive period of culture wars was not, and my contribution will analyze how and why the PC party of Canada supported these identity transformations.

---

### **Sylvie Lacombe (Université Laval), « La RT dans l'œil anglo-canadien (1960-1966) »**

---

Ayant déjà analysé la perception du souverainisme québécois dans le discours public anglo-canadien durant les campagnes référendaires de 1980 et de 1995, de même que durant l'année 2005 ; et ce qui est dit du biculturalisme entre 1962 et 1973, je me propose maintenant de m'attaquer aux réactions, jugements et positions que suscitent les réformes entreprises par le gouvernement de Jean Lesage ayant initié ce qui sera connu sous le nom de Révolution tranquille.

Le *Globe and Mail* est le journal anglo-canadien ayant la plus grande profondeur historique tout en étant encore publié aujourd'hui ; pendant le 20<sup>e</sup> siècle, il est également le seul journal à se dire national et à être distribué dans toutes les provinces. Ces raisons en font un bon choix pour l'étude du discours public anglo-canadien.

Durant le mandat du gouvernement libéral, entre juin 1960 et juin 1966, le *Globe* a publié 688 éditoriaux contenant le mot « Québec ». Dans un premier temps, je vais dégager les idées et valeurs récurrentes attachées aux faits commentés dans ces éditoriaux pour en extraire la structuration d'ensemble et leur pondération dans l'univers de sens ainsi formé. Saisir les catégories de sens mobilisées (images et formes stylistiques) élaborées dans l'appréciation éditoriale des réformes de la société québécoise replacera, dans un deuxième temps, la perception anglo-canadienne du Québec dans la longue durée, en la rattachant aux positions ultérieures du journal à l'égard du paysage politique du Québec.

---

**Valérie Lapointe-Gagnon (Université de l'Alberta), « La RT, la Voix des femmes et son rôle de passeur entre le Canada anglophone et francophone »**

---

La Révolution tranquille au Québec entraîne un bouleversement des temporalités sur la scène politique canadienne. Alors qu'il y a une accélération des demandes de transformations en profondeur du cadre politique canadien dans la province francophone, les provinces plus éloignées peinent à suivre le rythme et à comprendre ce qui se passe au Québec. Cette situation amène l'intellectuel André Laurendeau à critiquer vertement le provincialisme dans son Journal tenu pendant la Commission Laurendeau-Dunton, provincialisme qui empêche les provinces de penser le pays comme un tout et qui représente un danger pour l'unité nationale.

Au fil des années 1960, l'intérêt pour la situation du Québec et des francophones, pour les raisons de la montée de l'indépendantisme et pour le biculturalisme va se répandre au sein du Canada grâce à des « passeurs », intellectuels ou responsables politiques, qui agissent comme des lanceurs d'alerte ou jouent le rôle de pédagogues pour répondre à la question qui brûle toutes les lèvres « What does Quebec want ? ». Ma présentation s'intéresse à un organisme qui va jouer ce rôle de passeur tout en donnant une tribune aux femmes : la Voix des femmes. Organisme pancanadien créé en 1960 pour militer contre l'armement et pour la paix, la Voix des femmes va permettre à celles qui s'y impliquent de se créer un vaste réseau brisant les frontières entre anglophones et francophones. Il va soutenir la présentation de tournées de conférences, de lancements de livres, notamment Chers Ennemis (1963) de Solange Chaput-Rolland et Gwen Graham, qui souhaite réconcilier le Canada anglophone et francophone. Nous voulons donc montrer le rôle incontournable et négligé des femmes et de leurs réseaux dans la sensibilisation du Canada anglophone aux enjeux soulevés par la Révolution tranquille. Cette sensibilisation, bien qu'elle ait des effets limités, va notamment préparer le terrain à l'acceptation du bilinguisme officiel dans des régions où il est fortement contesté.

---

## **Table ronde (15h30-16h30)**

Autour du livre *Brève histoire de la Révolution tranquille* de M. Pâquet et S. Savard.  
Présidée par Marcel Martel (Université York) avec la participation de Lucia Ferretti (Université du Québec à Trois-Rivières), Daniel Poitras (chercheur indépendant) et Louise Bienvenue (Université de Sherbrooke).

---

À propos du livre : « Sortie de la religion et des politiques publiques dans les années 1960, participation citoyenne dans les années 1970, défaite référendaire et crise économique dans les années 1980 : en l'espace de vingt-cinq ans, le Québec a vécu en accéléré. Il ne se passe pas un événement politique ou social sans qu'on évoque le legs de la Révolution tranquille. Mais quelle place a-t-elle dans notre histoire ? Quelle mémoire doit-on en conserver ? S'appuyant sur les plus récentes recherches en histoire et en sciences sociales, Martin Pâquet et Stéphane Savard nous offrent un précis de ces années profuses sur le plan collectif tout en nous invitant à réfléchir à notre rapport au temps.

Les auteurs situent la Révolution tranquille entre les années 1959 et 1983, entre deux « fins d'époque ». L'année 1959 voit la fin des années Duplessis et l'arrivée au pouvoir, quelques mois plus tard, du Parti libéral. L'année 1983, quant à elle, marque la crise du modèle étatique des années 1960-1970. En effet, la loi 111, dite « loi matraque », fait figure de symbole parmi les forces progressistes : le Parti québécois cède au néolibéralisme. Entre ces deux « fins », le Québec des années 1960 a notamment fondé un ministère de l'Éducation et s'est doté d'instruments économiques pour accompagner une génération d'entrepreneurs. Ces actions de l'État ont contribué à établir une appartenance politique forte en rupture avec la référence canadienne-française. Les années 1970 ont été le théâtre d'une grande créativité culturelle et civique avec des artistes compagnons de route des militants nationalistes. Que ce soit au moment de la crise d'Octobre ou lors de l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, les femmes font quant à elles sentir leur présence dans les débats sur les inégalités sociales et la construction du pays. Dans leur traversée, les auteurs prennent soin de replacer les événements propres au Québec dans un cadre plus large et nous permettent par exemple de comprendre comment a été vécue la révolution sexuelle au Québec.

Cette Brève histoire de la Révolution tranquille évite la stricte chronologie et donne au lecteur l'occasion d'approfondir sa compréhension d'une période charnière de notre histoire. En prenant comme personnage central de son analyse l'État québécois, elle lie habilement histoire des structures et histoire des représentations collectives »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Boréal.qc.ca (site internet), « Brève histoire de la Révolution tranquille », sous *Catalogue*. <https://bit.ly/3m5YSMr>

## **Jour 2 (12 novembre 2021)**

### ***Conférence d'honneur (9h00-10h00)***

#### **Marcel Martel (Université York), « À propos des révolutions tranquilles chez les communautés francophones en milieu minoritaire »**

---

L'expression « révolution tranquille » est utilisée pour caractériser les transformations politiques, économiques, idéologiques et sociales survenues au Québec au cours des années 1960. Si l'expression semble être une spécificité de l'histoire québécoise et de son récit mémoriel, certains chercheurs l'utilisent pour expliquer les changements qui se produisent ailleurs au Canada. Dans son étude *The Other Quiet Revolution : National Identities in English Canada, 1945-71*, José Igartua présente les mutations identitaires, survenues au Canada anglais de 1945 à 1970, comme une révolution tranquille. Qu'en est-il des communautés francophones en milieu minoritaire ? Ce projet de communication examine la pertinence du cadre d'analyse de la Révolution tranquille pour analyser le changement dans ces communautés pendant les années 1960. Il s'intéresse à l'utilisation de l'expression « révolution tranquille » dans les études portant sur les francophonies canadiennes. Le projet de communication tracera les origines de l'émergence de l'expression « révolution tranquille » pour qualifier les bouleversements sociaux, politiques et surtout idéologiques survenus dans les communautés francophones en milieu minoritaire, notamment en Ontario, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick. Il s'intéressera à son usage par les chercheurs, son utilisation comme concept et comme une manière d'influencer le récit mémoriel. Après tout, l'expression « révolution tranquille » a un pouvoir évocateur, puisqu'elle donne un sens aux changements qui se produisent dans ces communautés. C'est prendre le Québec comme un modèle.

---

## **Séance 3 (10h15-11h45)**

### ***Panel 7 : Enjeux culturels et résonnance politique***

*Présidence : Valérie Lapointe-Gagnon (Université de l'Alberta)*

#### **Jonathan Livernois (Université Laval), « Les hommes (et femmes) politiques qui écrivent pendant la RT »**

---

Dans l'édition du Devoir du 17 octobre 1959, Gérard Filion note ce qui pourrait bien devenir une tendance :

Des hommes engagés dans la vie publique écrivent : ou du moins ils publient des livres. Le premier à commettre le péché d'écriture a été Jean Drapeau. Devant le succès de son concurrent, Jean Lesage a lancé : « Jean Lesage s'engage ». La rumeur veut que le même éditeur lance prochainement une brochure de Madame Casgrain. À quand le livre de Paul Sauvé ? Les hommes politiques sachant écrire ont toujours été une espèce rare au Canada français, peut-être parce que les gens capables de tenir la plume ne se sont jamais laissés tenter par la politique. Pour un Athanase David, il y eut des douzaines de Maurice Duplessis, de Camillien Houde, de Ti-Pit Bertrand et de William Tremblay.

Filion méconnaît la tradition des hommes d'État doublés d'hommes de lettres, qui a existé ici jusqu'au début du vingtième siècle, tandis que la professionnalisation relative de la politique a singulièrement changé la donne : l'exercice des lettres et la représentation de soi en lettré n'apparaissent plus comme les marqueurs sociaux qu'ils avaient été auparavant pour une petite bourgeoisie professionnelle francophone, écartée du pouvoir économique. Mais ce rapport à la culture ne disparaît pas pour autant. Et on le voit apparaître de nouveau avec une certaine vigueur à la fin des années 1950.

Cette communication est la première pierre d'une étude qui propose de s'attacher à un corpus raisonné d'ouvrages écrits par des hommes politiques et qui ont ponctué la « grande » décennie 1960 : Jean Lesage s'engage (1959), Égalité ou indépendance (1965) de Daniel Johnson, Option Québec (1968) de René Lévesque, Ma traversée du Québec de Camille Laurin (1970). Ces ouvrages, dont quelques-uns ont été étudiés à peu près sous tous les angles, seront vus à l'aune de leurs rapports avec le champ littéraire québécois de la même époque, en pleine effervescence. Si la sociologie des champs a le plus souvent laissé en plan ces non-professionnels des lettres et les a même repoussés hors du champ littéraire (voir Bourdieu, 1992), nous proposons plutôt de voir les conséquences de l'« entrée par effraction » dans ce champ par des hommes politiques qui se souviennent que le capital culturel peut être transformé en capital politique. Dans une perspective comparatiste, notre attention se portera également sur la chronique tenue à la même époque par Marie-Claire Kirkland (députée à partir de 1961) dans Châtelaine, « Voici ce que je pense », sur sa marginalité, sur son caractère périodique, sur la (non-)reconnaissance de cette « littérature », bien différente des publications en volume des hommes politiques.

---

### **Anne Castelas (UQAM), « La modernisation des musées à partir de la RT au Québec : mémoire et histoire orale »**

---

Les années 1960 ont été un tournant pour la muséologie québécoise notamment avec le début de la « Révolution tranquille », et ce jusqu'aux années 1990, période durant laquelle de grandes réalisations muséologiques ont été entreprises au Québec et plus précisément à Montréal et Québec. Ma recherche depuis 2015 met en lumière le rôle de la première génération de muséologue professionnel dans la modernisation des institutions culturelles au Québec.

Cette toute nouvelle et première génération de muséologues professionnels post Révolution tranquille a durant trente ans renouvelé le paysage muséal au Québec. La place du patrimoine matériel, mais surtout immatériel prend alors une nouvelle importance au sein des institutions créées ou dirigées par cette génération de baby-boomers.

Les années 1960 ont connu une nouvelle dynamique à travers le monde avec Mai 68. Si cette vague contestataire de cette ampleur n'a pas été constatée au Québec, la « Révolution tranquille » permet tout de même à cette génération une identification à un événement majeur ; l'expérience de l'Exposition universelle de 1967 à Montréal.

Le contexte au Québec (relations entre anglophones et francophones et la Révolution tranquille) a favorisé la mise en valeur du patrimoine et a permis par différents biais d'amener des personnes vers la muséologie avec leur bagage disciplinaire. Je propose de sortir des livres et de raconter l'histoire des musées à travers les porteurs de mémoire ; entre trame historique, extraits vidéo des entrevues et analyse du paysage des musées québécois.

---

### **Harumi Kinoshita (Université Musashi), « La transformation du musée à travers la RT. Le cas du Musée d'art contemporain de Montréal »**

---

La naissance du Musée d'art contemporain de Montréal et celle de la Révolution tranquille sont croisées dans les années 1960. Si le Musée est une création de cette Révolution, il est destiné à favoriser l'art contemporain québécois. Ce qui n'est pas sans rappeler la question d'identité. Parallèlement à la constitution de l'identité nationale québécoise, la Révolution tranquille était une transformation culturelle. C'était aussi un enjeu de la modernisation des musées. En fait, le musée actuel ne saurait se réduire à son ancrage local, mais il doit être pensé comme réseau. Dans cette perspective, cette communication s'appuie sur le concept de « territorialité circulatoire » proposé par Bernadette Dufrière (Dufrière, 1998).

Cette communication se focalise sur la diffusion de l'art contemporain québécois à travers des œuvres et des expositions du Musée d'art contemporain de Montréal. Comme le Musée, dès le début, se voue à promouvoir l'art contemporain québécois, l'analyse de sa diffusion à l'échelle nationale et internationale est pertinente dans la mesure où la diffusion des œuvres et des expositions est liée, à la fois, à la question d'identité de l'artiste et celle de déterritorialisation du musée. Appliquons à ce sujet la notion du musée comme « contact zone » définie par James Clifford (Clifford, 1997)

L'objectif de cette communication sera de démontrer la fonction du Musée d'art contemporain de Montréal dans la promotion de l'art contemporain québécois. L'étude révélera la politique de diffusion du Musée appuyée sur la transformation culturelle.

---

**Panel 8 : Pouvoirs, savoirs et territoires**  
*Présidence : Harold Bérubé (Université de Sherbrooke)*

**Mathieu Roy (UQAM), « État, peuplement et rapport au territoire au Québec (1959-1979) »**

---

La création de nouvelles institutions de prise en charge étatiques au cours de la Révolution tranquille a contribué à transformer les liens sociaux avec le territoire. En s'attardant aux transformations territoriales et à leur perception par les populations locales, l'historiographie sur la gestion du territoire a dénoté l'émergence de nouvelles façons de concevoir les liens avec l'espace et d'organiser les collectivités. Ces constats émanant des études sur la planification territoriale suscitent de nombreux questionnements. Dans quelle mesure ces changements sont-ils attribuables aux institutions étatiques ? Qu'est-ce que ces transformations nous disent sur les bouleversements qui traversent la société québécoise lors de la Révolution tranquille ? Quels rapports de force ces changements ont-ils mis en lumière ? Afin de stimuler l'étude des schémas interprétatifs de la Révolution tranquille, nous proposons par cette communication d'éclaircir la façon dont les décideurs politiques ont traduit des changements de paradigmes beaucoup plus vastes dans leur planification de l'espace et du peuplement. Pour ce faire, nous analyserons les principaux plans d'aménagements du territoire et les projets d'exploitation des ressources naturelles mis en œuvre au Québec entre la fin de l'ère Duplessis (1959) et l'inauguration du barrage LG-2 (1979). Notre présentation s'orientera donc vers la compréhension du rôle des décideurs politiques dans la transformation du rapport symbolique et matériel au territoire au cours de la période étudiée. Incidemment, les tensions sociales relatives au peuplement et aux débats entourant les objectifs des projets d'exploitation des ressources nous serviront de matériaux de base pour expliciter les changements dans les rapports entretenus entre culture, nature, société et espace au cours de cette période charnière. Cette thématique contribuera de surcroît à stimuler l'étude de nouvelles préoccupations sur l'héritage politique et social de la Révolution tranquille.

---

**Philippe Blouin (McGill University), « Empreintes autochtones dans l'enchantement des infrastructures de la RT »**

---

La ferveur nationaliste qui a accompagné les grands projets d'infrastructures de la modernité québécoise était nourrie par la mythologie des défricheurs, au croisement entre les figures traditionnelles de l'habitant et du coureur-des-bois. Mais quel rapport ce romantisme de la modernisation entretenait-il avec les formes d'enchantement du même paysage qui lui étaient préexistantes ? À partir du cas du complexe hydroélectrique de la Baie James, dont le principal barrage a été construit sur un des lieux les plus sacrés du territoire Cri, Eeyou Istchee, cette présentation interrogera la position occupée par les cosmologies autochtones dans l'élaboration du rapport au territoire dans le nationalisme québécois moderne. En partant des principales espèces « clé de voûte » responsables de la transformation du territoire laurentien le castor et du loup, respectivement associées à l'habitant et au coureur-des-bois dès le XVIIe siècle, il s'agira de remonter le fil de l'enchantement du paysage « québécois » pour dégager la sémiotique implicite aussi bien dans le cléric-nationalisme agraire de Lionel-Groulx et du Curé Labelle que dans le développementalisme laïc des années 1960 – lorsque devenu maître chez les autres, le Québec s'est mis à « penser comme un État ». Comment cette naturalisation des paysages humanisés par les infrastructures s'est-elle greffée sur l'humanisation préalable des paysages naturels chez les Premières nations qui considéraient leurs traditions, leurs langues et leurs modes de gouvernement comme épousant les formes du territoire ? Des deux référendums jusqu'à la patte de loup du groupe ultranationaliste La Meute, l'appartenance identitaire des Québécois au territoire aurait-elle bâti son indigénité sur l'animalisation des peuples autochtones, relégués à faire « partie du paysage » ?

---

## **Jessica Riggi (UQAM), « Le militantisme environnemental en Abitibi »**

---

Comme le démontre bien l'historiographie, le mouvement environnementaliste participe à la mouvance contestataire qui se développe au Québec durant la période de la Révolution tranquille. La présente communication, qui s'inscrit dans le cadre de mes recherches doctorales, entend exposer les processus de politisation et de démocratisation de la question environnementale qui s'opèrent durant cette période en s'appuyant sur une analyse du militantisme environnemental qui se développe dans la région de Rouyn-Noranda dans les années 1970. Plus spécifiquement, il est question de la création du Comité permanent sur l'environnement de Rouyn-Noranda (CPERN), organisme à but non-lucratif mis sur pied en 1977 par le ministre délégué à l'environnement Marcel Léger dans le cadre d'un projet pilote visant l'étude de la qualité de l'environnement de Rouyn-Noranda. Tel que nous le révèlent les rapports annuels, les communiqués, la correspondance et les coupures de presse issus du riche Fonds du CPERN (P229), ce comité, dont le mandat est de représenter la population de la région de Rouyn-Noranda et d'assurer la liaison entre cette dernière et les autorités gouvernementales, devient rapidement le plus important défenseur de la protection de l'environnement sur le territoire. Organisant plusieurs audiences publiques sur le sujet, il mène, conjointement avec le Mouvement anti-pollution de Rouyn-Noranda, plusieurs luttes contre la pollution minière sous ses différentes formes (pollution de l'eau, des sols et de l'air), mais son principal cheval de bataille constitue la lutte aux émanations de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) émises par la Fonderie Horne. C'est de ces luttes dont il sera question ici. Après avoir présenté le comité, ses objectifs et les principaux dossiers sur lesquels il travaille, nous verrons quelles sont les perceptions des risques liés à la pollution minière que transmet le comité. Enfin, nous analyserons le modus operandi adopté par le comité pour convaincre les décideurs publics d'intervenir pour contrôler, du moins en partie, les risques que pose la pollution minière dans la région de Rouyn-Noranda.

---



## ***Panel 9 : L'éducation au cœur des projets de Révolution tranquille***

*Présidence : Stéphanie Lanthier (Université de Sherbrooke)*

### **Joel Belliveau (CRCCF), « La question de la gestion scolaire : cheval de Troie de la logique communautariste pendant la RT néobrunswickoise (1959-1974) »**

---

Aujourd'hui, il existe des conseils scolaires par et pour les communautés francophones minoritaires dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. On attribue généralement leur existence à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés. Toutefois, il y eut un important précédent : le combat politique des Acadiens du Nouveau-Brunswick pour la « dualité scolaire », largement acquise dès 1974.

Cette communication examinera la place de cette lutte dans la Révolution tranquille de cette province. La première phase de celle-ci (1957-1967) fut, nous l'avons soutenu ailleurs, de nature libérale et peu nationaliste. La priorité de la société civile acadienne était la « modernisation » des pratiques et la participation acadienne à la sphère politique et économique plus large. La question de l'éducation fut toutefois l'épine dans le pied de « l'harmonie linguistique » supposée régner sous la gouverne des Libéraux de Louis Robichaud. L'ambiguïté persistante de la place du français dans le système scolaire néobrunswickois suscita périodiquement la grogne des éléments les plus nationalistes de « l'élite définitrice » acadienne, qui étaient toutefois vus comme « la vieille garde » à ce moment. La réforme de 1967 de la Loi sur l'éducation vint envenimer la situation en réduisant dramatiquement le nombre de conseils scolaires, ce qui, du coup, augmenta la mixité linguistique de ceux-ci. Avant la fin de l'année, des parents, enseignants, syndicats et étudiants réclamèrent la scission (ou plutôt le dédoublement) du district scolaire 15, à Moncton, suivant des lignes linguistiques. C'était inédit au Canada.

La question scolaire fut donc l'un des thèmes qui provoqua le retour d'une pensée et d'une mobilisation nationalistes chez les Acadiens. Elle fut aussi un lieu de rencontre et de connivences entre une certaine ancienne garde nationaliste et la jeunesse militante, jusqu'alors indifférente à la « question nationale ». Cette mobilisation réussit par ailleurs à provoquer des réformes provinciales d'importance suivant une logique communautariste. Dans cette étude, nous examinerons de plus près les prises de position de divers groupes de la société civile — ainsi que les influences externes — en amont et en aval de la mobilisation de 1967 afin de mieux comprendre la naissance des idées qui deviendront la norme canadienne en matière de gestion scolaire minoritaire.

---

### **Andréanne Le Brun (Université de Sherbrooke), « Points de vue d'élèves du secondaire sur les réformes scolaires associées à la RT (1960-1979) »**

---

Au fil des années, les réformes scolaires des années 1960 ont retenu l'attention d'experts de disciplines variées, multipliant les angles d'analyse pour comprendre cette période servant de mythe fondateur du système scolaire québécois moderne. Et pourtant, force est de constater que le point de vue des premiers concernés par ces réformes, les élèves, demeure dans l'angle mort de la recherche.

Que pensent les élèves fréquentant le secondaire public entre 1960 et 1979 des réformes scolaires associées à la Révolution tranquille ? Pour répondre à la question, je m'appuierai principalement sur l'analyse de 35 journaux d'écoles secondaires des quatre coins de la province, lesquels s'imposent comme lieu de diffusion d'idées et de débat entre les élèves. Les réformes scolaires en cours constituent incontestablement un des sujets d'article les plus populaires au sein de ce corpus. Les élèves journalistes ne se contentent pas de suivre ce dossier : ils souhaitent prendre une part active à la discussion publique afin de s'assurer que la direction donnée à l'éducation leur convienne. Entre enthousiasme et méfiance, ils s'expriment notamment sur la démocratisation de l'éducation, sur le type de formation qu'ils aimeraient recevoir, expliquent comment le passage à la polyvalente est vécu au sein de leur école, prennent position sur les grèves étudiantes et enseignantes (y participent parfois) et invitent leurs camarades de classe à faire de même. Plusieurs prennent la plume pour sensibiliser les parents et les autorités éducatives à l'impact des perpétuels bouleversements scolaires sur leur avenir, s'estimant des cobayes sacrifiés pour le bien de l'éducation des générations futures. Avec le recul des années, certains évaluent dans la décennie 1970 si les réformes tant célébrées ont tenu leurs promesses et s'interrogent sur leurs effets sur les mœurs étudiantes. En mettant de l'avant les perceptions d'élèves sur les changements qui les affectent directement, cette contribution propose un regard renouvelé et complémentaire sur la « longue Révolution tranquille ».

---

### **Olivier Lemieux (Université du Québec à Rimouski) et Jean-Philippe Warren (Université Concordia), « Les origines et les premières années d'existence du Conseil supérieur de l'éducation »**

---

Véritable époque de (re)naissance, la Révolution tranquille voit l'apparition au Québec d'un très grand nombre d'institutions (ministère de l'Éducation, polyvalentes, cégeps, universités du Québec, etc.) au nom de l'accessibilité à l'éducation et aux études supérieures. Au cœur de toutes ces innovations, une institution se démarque par sa « continuité » avec le passé, c'est-à-dire le Conseil supérieur de l'éducation. « Nouvelle institution », elle emprunte sensiblement la structure et les fonctions du Conseil de l'instruction publique, sans les pouvoirs décisionnels. Dans le cadre de cette communication, nous nous intéresserons aux premiers jours de cette institution de la Révolution tranquille qui peut, à certains égards, être perçue comme un vestige de l'Ancien régime. Plus précisément, nous proposons de revenir sur le contexte de sa création, puis de nous pencher sur ses premières années (1964-1968), lesquelles correspondent aux années d'effervescence de la Révolution tranquille, du second mandat du gouvernement Lesage jusqu'au décès de Daniel Johnson. Pour ce faire, nous analyserons les procès-verbaux des réunions du conseil, un matériau qui — à notre connaissance — demeure à ce jour inexploité. Quel était le profil des membres siégeant sur le Conseil supérieur de l'éducation au cours de ces années ? Comment concevaient-ils leur mandat et la mission du conseil ? Quelles étaient leurs positions au regard des grandes transformations que vivait alors le monde de l'éducation au Québec, notamment à l'égard de la sécularisation des institutions d'enseignement et des valeurs qu'elles portaient ? Voilà quelques questions qui guideront notre analyse.

---

## *Conférence d'honneur (13h15-14h15)*

### **Nathalie Kermaal (University of Calgary), « La "révolution tranquille" urbaine autochtone de l'Ouest canadien »**

---

On May 30, 1969, Lilian Piché Shirt, a 26-year-old Cree woman from the Saddle Lake Reserve in Alberta, set up a tipi in Winston Churchill square in Edmonton. For 12 days, Lilian mounted a protest in front of Edmonton's City Hall with her four children hoping to be heard. She was protesting the lack of housing in the city and the discrimination experienced by Indigenous people (and more specifically single Indigenous women and their children) on a daily basis. Lilian's performative stance symbolizes the difficulties families and more specifically women faced in finding housing in Edmonton in the late 1960s-early 1970s, but also highlights Indigenous women's political activism at a time where political action was mainly led by men. By occupying the urban space Indigenous people challenged what it meant to be Indigenous and living in a big city like Edmonton often forced to address issues by taking a public stance but also facing indifference to develop their own infrastructures to facilitate their permanent anchoring in the city. While major political actors in the 1960s-1970s may have, for the most part, perceived Indigenous peoples' move to the cities as a problem that needed a solution, Indigenous individuals such as Lilian persistently pushed the existing political boundaries towards "a scenario were urban Indigenous peoples become partners to be engaged with." Supported by examples such as Lilian Piché's stance, in our communication, we are proposing to explore the idea of an Indigenous urban "quiet revolution" by analyzing what it meant to be Indigenous living in a big Western Canadian city in the 1960s-1970s at a time where Indigenous people's presence was not welcome in urban centers. Overall, urban Indigenous communities were not viewed as organized and capable of participation in decision-making about policies and programming however they did organize and in doing so they developed new hubs transforming cities into powerful cultural and social centers.

---

## **Séance 4 (14h30-16h00)**

### ***Panel 10 : Les enjeux mémoriels de la Révolution tranquille québécoise***

*Présidence : Catherine Côté (Université de Sherbrooke)*

#### **Antoine Brousseau-Desaulniers (UQAM), « L'instrumentalisation de la RT dans les débats linguistiques et constitutionnels, 1968-1982 »**

---

Déjà au tournant des années 1960 et 1970, la Révolution tranquille est perçue par les acteurs historiques comme un événement majeur de l'histoire du Québec et comme une référence identitaire incontournable. Cette communication montrera comment, dans le cadre des débats linguistiques et constitutionnels au Québec, la Révolution tranquille devient une représentation symbolique et identitaire utilisée par les participants au débat pour promouvoir un ordre symbolique distinct de celui qui est promu par Ottawa à la même époque. En effet, les nationalistes québécois — qu'ils appartiennent à la mouvance fédéraliste ou souverainiste — revendiquent alors un nouveau partage des pouvoirs constitutionnels qui permettrait à l'État québécois d'assurer l'épanouissement du Québec ainsi qu'un régime linguistique qui permettrait de prendre en compte son caractère français.

Pour retracer la formation et le déploiement de la Révolution tranquille comme référence identitaire dans le débat politique québécois, nous avons dépouillé les débats parlementaires de l'Assemblée nationale, incluant ceux des audiences publiques pour la loi 22 (1974), la loi 101 (1977) et la loi sur la consultation populaire (1977), ainsi que les mémoires déposés à la Commission Gendron (1968-1972) et ceux déposés pour les audiences publiques de la Commission Pepin-Robarts (1977-1979) à Montréal. Ainsi, nous retracerons comment les responsables politiques et les acteurs de la société civile utilisent la Révolution tranquille comme symbole dans leur discours politique. La présentation se déroulera en trois temps. D'abord, celui de l'émergence de la référence identitaire (1968-1976), pour ensuite comment elle s'installe dans le contexte politique changeant du premier mandat péquiste, jusqu'au référendum de 1980 (1977-1980). Enfin, nous verrons comment elle est utilisée dans le contexte de l'après-référendum et au cours des événements menant au rapatriement de la Constitution (1980-1982).

---

#### **Xavier Gélinas (Musée canadien de l'histoire), « La mémoire immédiate de la RT : une série radiophonique en 1971 »**

---

Le 19 juin 1971 commence une série radiophonique diffusée chaque semaine jusqu'au 11 septembre à Radio-Canada : La Révolution tranquille. Animée par Pierre de Bellefeuille, elle propose 13 heures de bilans, d'entrevues, d'extraits musicaux et d'archives audio. Cette série, oubliée aujourd'hui, n'a pas encore été étudiée et n'est pas disponible en ligne ou sur disque. Basée sur les pistes sonores elles-mêmes, sur les archives textuelles de Radio-Canada et sur le riche fonds De Bellefeuille conservé à BAnQ, notre communication se propose de :

1. Présenter ses paramètres. Comment est-elle structurée ? Quels sujets sont abordés et selon quelle séquence ? Privilégie-t-on les acteurs ou les analystes ? Laisse-t-on une place aux gens ordinaires ? La série est-elle québécoisocentrée ou positionne-t-elle les événements comme une manifestation locale d'une tendance globale ?
  2. Analyser son contenu. Que disent les animateurs ? Les participants ? Et sur quel ton : jubilatoire, critique, anecdotique, professoral ? Adopte-t-on plutôt la forme d'une agora où chacun expose sa perspective ?
  3. Comparer la série avec des initiatives récentes. L'année 2010 a vu une floraison d'expositions et de productions médiatiques commémorant la même Révolution tranquille. L'approche est-elle analogue ? Abordait-on, en 1971, des thèmes disparus de nos préoccupations d'aujourd'hui ? À l'inverse, les commémorations récentes mettent-elles en exergue des aspects négligés il y a cinquante ans ?
-

## **Sophie Imbault (Boréal), « La Conquête comme marqueur identitaire chez les intellectuels indépendantistes, 1960-1970 »**

---

Dès le début de la Révolution tranquille, les intellectuels portés par l'idée d'indépendance articulent leur discours autour de l'anticolonialisme britannique. C'est dans ce contexte aussi que les symboles du pouvoir britannique sont pris à partie, dont le monument dédié à James Wolfe sur les plaines d'Abraham à Québec, projeté au sol le 29 mars 1963.

Comme le souligne Pierre Vadeboncoeur dans La ligne du risque, trois dates servent alors à expliquer la situation politique, économique et sociale du Québec : « C'est à la Conquête qu'il faut attribuer notre situation précaire, mais c'est à l'échec de la Rébellion qu'il faut faire remonter notre étrange carrière d'impuissance politique acceptée et de démission de l'esprit de liberté. On en accuse d'ordinaire la Confédération, mais la loi de 1867 ne fut qu'un épisode. » 1763, 1837-1838 et 1867 : trois dates comme marqueurs de la pensée indépendantiste.

Cette conférence s'attarde au fondement de la rupture identitaire : la Conquête. J'aborderai la question à travers les textes des essayistes Pierre Vadeboncoeur et Jean Bouthillette et ceux de la revue Parti pris. « Conquérant », « vaincus », « abandon », « défaite », le lexique lié à la décolonisation que ces intellectuels emploient nous permet de dégager le portrait qu'ils tracent de la Conquête.

D'où procède ce discours et comment a-t-il été reçu ? Nous chercherons à comprendre quels historiens les influencent et ce qu'ils retiennent des faits à 200 ans de distance, quand l'histoire devient mémoire. C'est en tant qu'historienne spécialiste de la guerre de la Conquête que je mettrai de l'avant le décalage entre la modernité de la prise de conscience identitaire de ces intellectuels et, en voulant conjuguer le passé au présent, le caractère faussé de leur perspective sur la Conquête.

---

## ***Panel 11 : Transformations de la démocratie***

*Présidence : Martin Pâquet (Université Laval)*

### **Stéphane Savard (UQAM), « L'instrumentalisation de la "démocratie participative" chez les responsables politiques de la RT »**

---

Le concept de « démocratie participative » tire notamment ses origines des idées de la Nouvelle gauche américaine et occidentale. Dans les années 1960, de nombreux groupes et mouvements sociaux dont le Students for a Democratic Society (SDS) militent en faveur d'une plus grande participation citoyenne non seulement aux affaires politiques de la Cité, mais aussi, et surtout, dans les différentes sphères d'activité de la société (F. Robert, Révoltes et utopies). Une démocratie alternative est alors imaginée, donnant lieu à des stratégies d'*empowerment* qui rendent les citoyens responsables de leur devenir (M-H. Bacqué et Y. Sintomer, *La démocratie participative*). Au Québec, ces idées influencent le déploiement d'un nouveau militantisme syndical – notamment celui de la CSN et de son « deuxième front ». Elles sont aussi au cœur des idéaux défendus par les Comités d'action politique qui voient le jour à Montréal ainsi que par le parti municipal du Front d'action politique des salariés.

Les revendications de « démocratie participative » circulent ainsi dans le champ politique élargi en provenance des groupes et mouvements sociaux qui se font de plus en plus audibles. À Ottawa, le ministre libéral Pierre Elliott Trudeau en fait d'ailleurs un de ses principaux chevaux de bataille lors de sa campagne à la chefferie du Parti libéral du Canada au début de l'année 1968 (P. Litt, *Trudeaumania*). Qu'en est-il à Québec ? Comment les responsables politiques perçoivent-ils ces revendications de « démocratie participative » ? Notre projet s'intéresse à la manière dont les responsables politiques québécois de la Révolution tranquille interprètent l'idée de « démocratie participative ». À une époque où la prise de parole citoyenne bouleverse la culture politique québécoise et participe à la politisation de nouveaux enjeux de société, les responsables politiques récupèrent l'expression « démocratie participative » ou « démocratie de participation » dans un objectif de réformer la démocratie parlementaire – de manière rhétorique ou concrète. Notre analyse s'attarde notamment à l'instrumentalisation des principes de « démocratie participative » dans les enjeux relatifs à la réforme de la procédure parlementaire, à la mise sur pied d'organismes de concertation ainsi qu'à l'élaboration d'une démocratie scolaire.

---

### **Amanda Ricci (York University), « L'expansion de la démocratie et la transformation de la politique : le mouvement féministe à Montréal »**

---

The women's movement of the 1960s, 1970s, and 1980s irrevocably changed Québec. Feminists fought for, and won, socialized daycare, funding for women's centres, improved access to contraception as well as equality before the law. Many of these victories came with the assistance of state funding and progressive legislation. In this moment of possibility, activist women fed off one another, helping the women's movement gain even more momentum. The Quebec Native Women's Association, the Front de libération des femmes du Québec, the Congress of Black Women, and the Collectif des femmes immigrantes are only some of the many feminist organizations in or around Montréal that contributed to the struggle for gender equality.

This communication has two goals. First, it will explore women's creation of new political knowledge. Feminists in Montreal, I argue, developed a way of thinking about gender oppression that aimed to democratize relations among women and men, as well as among women of different social locations. Implicit in radical Québécois women's politics was the desire for genuine equality between French- and English-speakers in Québec and beyond. This framing in turn influenced the ways in which Indigenous and diasporic women articulated their own claims for equality. Second, I will demonstrate how and why the women's movement was so successful. Feminist leaders, I contend, sought to better bring women of their communities into politics, by creating the conditions whereby they could fully participate in Québec society and political life. By revealing the multifaceted nature of feminism in Montreal, this historical study will alter the narrative of the Quiet Revolution.

---

**Jean-Christophe Bédard-Rubin (University of Toronto), « La RT et la contre-révolution des droits »**

---

La redécouverte au Québec des « origines catholiques » (Gauvreau, 2005) ou de « l’horizon personnaliste » (Meunier et Warren, 2001) de la Révolution tranquille a amené plusieurs chercheurs à esquisser un lien entre le renouveau catholique du milieu du vingtième siècle et la constitutionnalisation des droits et libertés. Ces thèses des sociologues et des historiens ont été largement ignorées par les juristes. Partant, les liens entre l’inspiration personnaliste de la Révolution tranquille et la « révolution des droits » (Ignatieff, 2000 ; Clément, 2008) demeurent mal compris. Les origines intellectuelles des chartes québécoise et canadienne restent floues et mal définies lorsqu’elles ne sont pas simplement rangées dans le grand vade-mecum du « paradigme d’après-guerre »

Cet article cherche à combler cette lacune pour mieux cerner la place des droits de l’homme dans la Révolution tranquille en reconstruisant le discours des élites juridiques et politiques québécoises à leur sujet avant l’adoption de la charte québécoise en 1975. En s’appuyant sur les perspectives révisionnistes dégagées par Samuel Moyn dans ses travaux critiques sur l’historiographie des droits de l’homme (Moyn, 2010 ; Moyn, 2015), l’article réinscrit le développement de la culture constitutionnelle québécoise dans le mouvement historique général de constitutionnalisation des droits au vingtième siècle. Lues à travers cette perspective, les chartes québécoise et canadienne s’inscrivent dans une large mesure dans deux mouvements internationaux successifs d’inspirations différentes : un personnalisme communautaire plutôt conservateur et un néolibéralisme fortement judiciaire. Situées respectivement sur les versants descendants et ascendants de ces deux mouvements intellectuels, les deux chartes apparaissent aussi comme séparées par une rupture dans la conceptualisation des droits de l’homme qui a eu lieu dans la deuxième moitié des années 1970. Ainsi mise en lumière, cette discontinuité s’impose comme un élément incontournable si on veut comprendre la nature réelle des liens entre la Révolution tranquille et la révolution des droits.

---

***Mot de clôture (16h00)***

*Jean-Philippe Carlos (Université York) et Stéphane Savard (UQAM)*